Master Droit, économie, gestion mention Droit de l'entreprise

Spécialisez-vous dans les domaines du droit de l'entreprise tout en maîtrisant le droit commun

Présentation

Publics / conditions d'accès

Public visé :

Collaborateurs de PME-PMI, TPE, juristes, professionnels souhaitant obtenir une qualification leur permettant d'intégrer le service juridique d'une entreprise ou d'une institution, dirigeants d'entreprise, assistants juridiques.

Le Master est accessible :

- **En M1 :**
  - Aux titulaires d'un diplôme Bac+3 (licence Cnam ou licence universitaire, ou diplôme de niveau 6 dans un domaine compatible avec la spécialité du master);
  - Par la validation des acquis de l'expérience (VAE /VAPP) ou la validation des études supérieures (VES).
  - Si l'expérience professionnelle a été acquise au cours d'un contrat en alternance en L3 ou licence professionnelle, l'élève est tenu de réaliser un stage d'une durée minimale de 6 mois au cours de la première année du diplôme.
- **En M2 :**
  - Aux personnes titulaires d'un Bac+4, M1 ou diplôme équivalent; admission sur dossier de candidature et entretien ;
  - Par la validation des acquis de l'expérience (VAE/VAPP) ou validation des études supérieures (VES).

Dans tous les cas, une **expérience professionnelle de 12 mois** dans le domaine du droit des affaires, de la fiscalité ou du droit social (y compris ressources humaines et droit syndical) est requise pour l'inscription au diplôme.

L'admission (en première et en deuxième année) se fait sur dossier de candidature en ligne.

Il est important de noter que le Master n'est pas proposé totalement en FOAD. Vous pourrez suivre quelques UE en distanciel mais l'essentiel des UE (surtout de M2) est proposé en présentiel soir à Paris.

Objectifs

Les **objectifs visés** par le master sont:

- Permettre une vision globale du droit dans l'entreprise (compétences en droit social, droit des affaires, droit des nouvelles technologies, droit fiscal, droit des contrats…) afin de bien cerner les besoins des entreprises qui font souvent appel à des juristes généralistes;
- Fournir aux élèves des compétences juridiques transdisciplinaires en droit de l'entreprise afin de répondre à un réel besoin des entreprises désireuses d'intégrer parmi leurs collaborateurs des professionnels du droit ayant une connaissance générale des contraintes et des risques juridiques;
- Acquérir les compétences nécessaires pour anticiper les risques éventuels de contentieux, conseiller et accompagner au quotidien les chefs d'entreprise, les syndicats et les autres partenaires socio-économiques privés. Fournir une aide à la décision;

Mis à jour le 30-03-2026

Arrêté du 30 mai 2025. Accréditation jusque fin 2029-2030. le 30-05-2025

Fin d'accréditation au 31-08-2030

Code : MR14901A

120 crédits

Master

Responsabilité nationale : EPN14 - Droit et immobilier / Maria-Beatriz SALGADO

Responsabilité opérationnelle : Stéphane LAMAIRE

Niveau CEC d'entrée requis : Niveau 6 (ex Niveau II)

Niveau CEC de sortie : Niveau 7 (ex Niveau I)

Mention officielle : Arrêté du 30 mai 2025. Accréditation jusque fin 2029-2030.

Mode d'accès à la certification :

- Formation continue
- Validation des Acquis de l'Expérience

NSF : Droit fiscal ; droit des affaires ; droit pénal ; droit de l'environnement ; droit de la santé ; droit de la sécurité et de la défense ; droit du transport etc (128g)

Métiers (ROME) : Correspondant / Correspondante Informatique et Libertés - CIL (K1903) , Responsable fiscal / fiscale (K1903) , Responsable de service juridique (K1903) , Juriste fiscaliste (K1903) , Juriste d'entreprise (K1903) , Juriste d'affaires (K1903) , Conseiller / Conseillère en droit social (K1903) , Chef de service juridique (K1903)

Code répertoire : RNCP38162

Code CertifInfo : 115694

Contact national :

EPN14 - Droit

- Former des professionnels polyvalents capables de négocier des contrats complexes et d'accompagner les entreprises dans la transformation digitale. Réfléchir aux modes de compliance et de mise en conformité en matière de responsabilité sociale de l'entreprise.

Modalités de validation

Validation de l'ensemble de unités d'enseignement composant le diplôme et des mémoires (professionnel et académique). Validation de l'expérience professionnelle requise.

Compétences

Les **principales compétences** visées par ce diplôme sont les suivantes:

- Mettre en place une veille juridique et règlementaire dans tous les domaines du droit de l'entreprise et élaborer des indicateurs fiables permettant une diffusion et une mise en application opérationnelle ;
- Interpréter, appliquer les nouveaux textes et les évolutions de la législation ; analyser la jurisprudence et l'appliquer dans l'organisation ;
- Accompagner et conseiller les dirigeants et les managers dans les projets de développement de l'entreprise ;
- Élaborer des diagnostics et proposer de solutions juridiques en cohérence avec la stratégie de l'entreprise ;
- Coordonner et encadrer les projets impliquant des changements d'ordre juridique (licenciements, plans sociaux, fusions…);
- Concevoir et rédiger de documents juridiques (internes et externes) : règlements, notes de service, cahiers des charges, synthèses, bilans, déclarations fiscales;
- Assurer l'exécution d'une convention ;
- Gérer les personnels en se positionnant comme le relai de l'employeur en matière sociale, fiscale, de gouvernance ; accompagner l'employeur dans la gestion des ressources humaines;
- Piloter des projets en matière de politiques sociales ; analyser les enjeux sociaux et proposer des orientations adaptées ;
- Prévenir et gérer les contentieux;
- Comprendre l'articulation des problèmes juridiques en droit social et en droit des affaires.

Perspectives professionnelles

Le caractère pluridisciplinaire de cette formation permet d'envisager les débouchés suivants :

Responsable juridique dans une PME ; Conseiller en droit des affaires ; Fiscaliste d'entreprise ; Juriste au sein d'une entreprise, d'une organisation, d'un cabinet, d'une ONG, d'organismes sociaux ; Cadre dans la banque ; Dirigeant et cadre de direction ; Juriste en cabinet de conseil en droit social

2 rue Conté
75003 Paris

Roza Ait Medri - Yasmina Nabbach
par_cnam.droit@lecnam.net

Enseignements

120 ECTS

M1 60 ECTS

Dossier de jurisprudence en droit de l'entreprise	DRT214 4 ECTS
Anglais professionnel	ANG330 6 ECTS
Droit pénal des affaires	DRA107 4 ECTS
Droit du financement des entreprises	DRA118 4 ECTS
Droit fiscal : imposition du résultat de l'entreprise	DRF114 6 ECTS
Droit fiscal : TVA et imposition du capital	DRF115 4 ECTS
Droit du travail approfondi, évolutions récentes, aspects individuels et collectifs	DRS208 4 ECTS
Principales formes de sociétés	DRA113 4 ECTS
Droit du numérique	DNT104 4 ECTS
Responsabilité pénale et civile de l'employeur et du salarié	DRS107 6 ECTS
Procédure civile	DRA123 4 ECTS
Expérience professionnelle et rapport d'activité	UADR17 10 ECTS

M2 60 ECTS

Séminaire méthodologique	DRT213 2 ECTS
Anglais juridique	DRA208 2 ECTS
Techniques juridiques de la transmission d'entreprise	DRA204 4 ECTS
Droit des difficultés des entreprises	DRA120 4 ECTS
Les modes alternatifs de résolution des différends	DRA207 4 ECTS
Droit et discriminations : agir contre les discriminations	DRS210 2 ECTS
Droit du travail approfondi	DRS205

	4 ECTS
Droit du travail et droits de la personne (Droits de l'Homme dans le travail)	DRS203 2 ECTS
Droit de la propriété intellectuelle dans l'environnement numérique	DNT201 4 ECTS
Droit de la cybersécurité	DNT108 6 ECTS
Droit fiscal approfondi	DRF200 4 ECTS
Droit de la protection sociale approfondi	DRS206 4 ECTS
La gestion du patrimoine du dirigeant et de l'entreprise	DRA206 6 ECTS
Mémoire	UADR18 12 ECTS

Blocs de compétences

Code, N° et intitulé du bloc	Liste de compétences
MR149B10 RNCP38162BC01 Exercer les fonctions de responsable de la conformité en droit du numérique (Mettre en œuvre les usages avancés et spécialisés des outils numériques)	Analyser les enjeux et obligations issus des constantes évolutions des textes français et européens en droit du numérique (protection des données personnelles, cybersécurité, propriété intellectuelle, commerce électronique et responsabilité des fournisseurs de services intermédiaires) Identifier les nouvelles contraintes juridiques, techniques et organisationnelles qui incombent à un professionnel du secteur privé, aux organismes du secteur public ou associatif Assurer la conformité au regard des exigences légales ainsi que des recommandations ou exigences formulées par les régulateurs ou la jurisprudence.
MR149B20 RNCP38162BC02 Maîtriser les techniques de recherche et d'application des textes légaux (Mobiliser et produire des savoirs hautement spécialisés)	Identifier les sources d'information et les moyens d'y accéder. Évaluer l'intérêt de l'information obtenue et se doter de méthodes de classement des données recueillies. Assurer un travail de recherche et analyser les données. Présenter les résultats et répondre aux questionnements soumis. Citer et référencer correctement les textes légaux, la jurisprudence et la doctrine résultat d'une recherche dans le cadre d'un travail de recherche. Interpréter, appliquer et expliquer les nouveaux textes légaux et les évolutions de la législation
MR149B40 RNCP38162BC04 Accompagner le dirigeant dans la gestion et l'évolution de l'entreprise. (Contribuer à la transformation en contexte professionnel)	Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe. Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif. Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale. Organiser le contexte juridique du recouvrement de créances. Apporter une expertise juridique et fiscale au dirigeant d'entreprise lors des différentes étapes de la transmission d'une entreprise, dans un souci d'optimisation juridique et fiscale. Mettre en oeuvre les dispositifs se combinant entre eux afin d'optimiser la transmission de l'entreprise Mettre en place une organisation permettant d'être le relais de l'employeur en matière sociale, fiscale, de gouvernance…

Code, N° et intitulé du bloc	Liste de compétences
MR149B50 RNCP38162BC05 Maîtriser les enjeux fiscaux, sociaux et de responsabilité pénale dans le développement de l'activité (Identifier et traiter les problèmes juridiques d'une entreprise)	- Effectuer une veille juridique portant sur le droit applicable à l'entreprise - Rechercher et analyser les textes et la jurisprudence en vue de leur application à l'entreprise - Apprécier juridiquement les documents sociaux, fiscaux et comptables - Analyser et synthétiser les problèmes exposés par un client ou un employeur et construire une réponse juridique adaptée - Contribuer à sécuriser juridiquement l'activité et l'image de l'entreprise - Rédiger les actes et les contrats Rédiger des notes de synthèse et des analyses juridiques. Suivre l'évolution jurisprudentielle et adapter les pratiques en entreprise. Traiter les problématiques liées à l'imposition de l'entreprise. Gérer les obligations fiscales de l'entreprise. Identifier les infractions pénales en entreprise et mettre en place des stratégies de prévention. Analyser les risques juridiques liés aux pratiques commerciales et financières. Appliquer les règles de droit du travail dans les relations employeur-salarié. Accompagner le dirigeant dans la mise en place des politiques de gestion des ressources humaines en conformité avec les textes légaux en vigueur.
MR149B60 RNCP38162BC06 Conseiller le dirigeant sur les questions fiscales et sociales ayant trait à l'activité. (Apporter un appui juridique à la création et au fonctionnement d'une entreprise)	- Établir un diagnostic préparant une prise de décision du chef d'entreprise - Conseiller le chef d'entreprise dans l'élaboration des documents sociaux réglementaires - Conseiller le chef d'entreprise sur son statut - Conseiller l'entreprise sur les conventions conclues avec ses partenaires - Préparer le travail juridique des instances de gouvernance de l'entreprise - Établir les procès-verbaux d'organes délibérants et des documents de synthèse Analyser les enjeux sociaux et proposer les meilleures orientations en matière de politique sociale. Définir et mettre en place une organisation patrimoniale optimale au sein de l'entreprise. Conseiller le dirigeant afin de protéger son patrimoine privé après la réalisation d'un bilan patrimonial optimal. Proposer des solutions juridiques répondant aux critères fixés par la direction, tout en respectant la réglementation en vigueur.

Code, N° et intitulé du bloc	Liste de compétences
MR149B70 RNCP38162BC07 Savoir anticiper et gérer les conflits et les différends ayant trait aux aspects sociaux et de fonctionnement de l'activité (Traiter les litiges auxquels l'entreprise peut être confrontée)	- Identifier les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale afin de les diffuser et d'en assurer le respect - Évaluer et prévenir les risques juridiques encourus par l'entreprise - Contribuer à la construction d'indicateurs permettant de prévenir la survenance de litiges - Organiser la résolution extrajudiciaire des litiges tant sur le plan amiable que par la voie de l'arbitrage Analyser et mobiliser les normes dans de procédures pertinentes pour rendre effectifs les droits fondamentaux de la personne. Assister le dirigeant lors d'une procédure devant les juridictions étatiques ou arbitrales ainsi que dans le cadre des négociations et/ou médiations consécutives à la naissance d'un litige. Gérer et rédiger les différents contrats relatifs au règlement alternatif des conflits en y insérant les clauses adéquates.